

PEOPLE

Accusé de viol, Chris Brown ignore sa convocation de police

Le chanteur américain Chris Brown, accusé de viol depuis janvier par une femme française, ne s'est pas rendu mardi à la convocation de la police pour une confrontation avec la plaignante à Paris. Cette dernière, âgée de 24 ans, accuse Chris Brown, son garde du corps et un des amis du chanteur de l'avoir violée dans un palace parisien dans la nuit du 15 au 16 janvier. Tous trois avaient été placés en janvier en garde à vue, notamment pour « viol aggravé », avant d'être remis en liberté, sans faire l'objet de poursuites. En janvier, Chris Brown avait affirmé via son avocat « n'avoir eu aucune relation sexuelle de quelque manière que ce soit avec la plaignante ».

ROYAUTÉ

Belgique : l'ex-souverain Albert II accepte un test de paternité

L'ex-roi des Belges Albert II, 84 ans, a accepté de se soumettre à un test ADN, à la demande de Delphine Boël qui affirme être sa fille. En octobre 2018, la cour d'appel de Bruxelles avait ordonné à Albert II un prélèvement génétique pour trancher la question de cette paternité. Il avait dans un premier temps refusé et ses avocats ont introduit un pourvoi en cassation en février. Artiste belge de 51 ans, Delphine Boël affirme être née de la liaison qu'a eue dans les années 1960 et 1970 sa mère, Sibylle de Séllys Longchamps, avec Albert, alors prince héritier, marié depuis 1959 avec Paola Ruffo di Calabria. L'ancien souverain, qui a régné de 1993 à 2013 et qui est le père du roi actuel, Philippe, a toujours nié cette filiation.



ANIMAUX

Une pétition contre le festival chinois de viande de chien

Une pétition pour dénoncer le festival consacré à la consommation de viande de chien et de chat, qui se tiendra du 21 au 30 juin à Yulin, en Chine, a recueilli quelque 160 000 signatures et sera remise mercredi à l'ambassade de Chine à Paris. Cette pétition a été initiée par l'association Stéphane Lamart, « Pour la défense des droits des animaux ». « Pour que la chair soit plus tendre, les animaux sont ébouillantés, éventrés, empoisonnés, éviscérés vivants, ou encore tués à coup de bâtons », s'indigne M. Lamart. Parmi les signataires, Michel Sardou, Phil Barney, Stone (Stone et Charden), Nicoletta, Raphaël Mezrahi, Jean-Marie Bigard ou encore Petula Clark.

FRANCE-MONDE

SOCIÉTÉ Contre la précarité menstruelle

Des serviettes et tampons gratuits ?



Le taux de TVA appliqué aux protections hygiéniques avait déjà été ramené à 5,5 % en 2015. Photo AFP/Loïc VENANCE

Le gouvernement veut expérimenter la gratuité des protections hygiéniques pour les femmes en situation précaire.

La secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, a réuni mardi plusieurs ministres, parlementaires, associations et industriels pour mettre en place une stratégie de lutte contre la « précarité menstruelle » et étudier un projet d'expérimentation de la gratuité des protections hygiéniques.

Lors de cette réunion, organisée à l'occasion de la Journée mondiale de l'hygiène menstruelle, une « mission sur l'expérimentation de la gratuité des protections hygiéniques » a été confiée à la sénatrice du Haut-Rhin Patricia Schillinger (LREM), qui doit étudier « les objectifs et modalités » de la mise en place d'un tel dispositif dans plusieurs « lieux collectifs ». En décembre dernier, el-

le avait présenté, dans le cadre du projet de loi de finances 2019, un amendement pour la distribution gratuite de protections hygiéniques pour les femmes en situation précaire en milieu scolaire, dans les hôpitaux ou en prison.

Sensibilisation au syndrome du choc toxique

Autre sujet évoqué lors de la réunion : la composition des protections, qui contiennent des substances chimiques en très faible concentration ne présentant pas de risque pour les utilisatrices. L'Agence de sécurité sanitaire a toutefois recommandé aux fabricants « d'améliorer la qualité de ces produits afin d'éliminer ou de réduire au maximum la présence des substances chimiques ». « Les efforts doivent se poursuivre, en particulier sur les emballages et notices d'utilisation, et sur la sensibilisation au syndrome du choc toxique (SCT) », a souligné le gouvernement.

ÉCONOMIE Fiscalité verte

Gazole non routier : la pression monte

L'avantage fiscal sur le gazole non routier est décidément à revoir, a estimé mardi le rapporteur général du budget Joël Giraud, confirmant une information des *Échos*. « Si les résultats des élections européennes ont une influence sur la politique budgétaire, elle viendra du score des écologistes », a expliqué le député (LREM, Hautes-Alpes) devant l'Association des journalistes économiques et financiers (AjeF). Et dans le domaine de la fiscalité verte, la pression monte sur le GNR, carburant utilisé pour l'essentiel dans le bâtiment et les travaux publics, et qui bénéficie d'un avantage fiscal évalué à près d'un milliard d'euros.

Plutôt changer de matériel

Sa suppression en avait été prévue en 2019. Annulée début décembre par le Premier

ministre, face au mouvement des gilets jaunes, elle redevient donc d'actualité. « Dans les pays nordiques ou en Suisse, au lieu de subventionner le carburant, on aide à changer de matériel », remarque Joël Giraud, qui pointe la faible proportion d'engins à moteur hybride dans le BTP. La solution serait de prévoir un sur-amortissement des investissements dans ce type d'engins, et d'étaler la suppression sur trois ans. La mesure coûterait 750 millions d'euros aux entreprises du BTP, l'équivalent de la totalité de leur marge. Il faudrait également, insiste Joël Giraud, communiquer sur l'affectation de cette économie à la lutte contre le réchauffement climatique. Car le mouvement des gilets jaunes « n'est pas une crise de l'impôt, mais de la pédagogie de l'impôt ».

F. B.

SANTÉ

Un pesticide dangereux pour l'homme retiré du marché

L'Anses a retiré mardi l'autorisation de mise sur le marché de tous les produits à base d'époxiconazole, fongicide largement utilisé dans l'agriculture. Selon l'agence sanitaire, la substance utilisée en France sur environ 50 % des surfaces céréalières (blé, orge, seigle, avoine) « est un perturbateur endocrinien pour l'être humain [...] et présente un danger préoccupant pour l'Homme et l'environnement ».

POLITIQUE L'élection du dimanche 26 mai fait apparaître un vote générationnel très tranché

Les jeunes ont verdi les urnes

Troisième au niveau national mais première chez les moins de 35 ans, la liste d'Europe Écologie-Les Verts a bénéficié de la hausse de la participation chez les 18-34 ans. Les plus diplômés, les plus intégrés d'entre eux se mobilisent en marchant pour le climat et, cette fois, en votant.

« Je ne voudrais pas que nos jeunes qui marchent pour le climat oublient d'aller voter le 26 mai et qu'ils se retrouvent comme les jeunes Britanniques qui manifestent pour l'Europe trois ans après s'être largement abstenus au référendum sur le Brexit en 2016 ». Le leader écologiste Yannick Jadot, qui s'exprimait ainsi dans nos colonnes il y a deux semaines, a été entendu. Le très bon score de sa liste Europe Écologie-Les Verts, (plus de 13 %), est dû pour l'essentiel à la mobilisation des moins de 35 ans. 27 % d'entre eux ont glissé un bulletin vert dans l'urne selon les différentes enquêtes d'opinion post-électorales.

Conscience verte

Le député écolo n'a pas oublié de remercier aussitôt les résultats connus. D'autant que ces 18-34 ans vont peut-être assurer son avenir. Car les jeunes, c'est bien connu, le seront moins demain ! Or plus on avance en âge, plus on se déplace aux urnes. Si cette génération continue de s'exprimer avec une conscience aussi verte, cela assure des soirées électorales souriantes pour les écologistes.

Lors du premier tour de la présidentielle en 2017, les plus jeunes (18-24 ans) avaient voté à 30 % pour Jean-Luc Mélenchon, alors que les écologistes n'avaient pas de candidat (Yan-

nick Jadot s'était rallié à Benoît Hamon). Ils ont cette fois lâché le leader des Insoumis (7,9 % des moins de 25 ans). Cette tendance se retrouve dans les autres pays européens. En Allemagne, les écologistes arrivent aussi en tête chez les jeunes et sont la deuxième force politique du pays après ces Européennes.

Mais gare à la généralisation ! Les jeunes, même s'ils ont voté verts dimanche, restent majoritairement insensibles au débat politique, donc abstentionnistes (60 % des 18-24 ans ne se sont pas déplacés selon Ipsos/Sopra Steria). Seuls ceux qui sont socialement plus aisés ont mis un bulletin vert dans l'urne. Ceux qui sont issus des catégories populaires, surtout entre 25 et 34 ans, votent plus facilement pour le Rassemblement national (ex-FN). Ce parti a pris l'habitude de séduire une partie de l'électorat jeune. Il a d'ailleurs toujours fait confiance à des candidats précoces.

Jordan Bardella est, à 23 ans, la plus jeune tête de liste en Europe et est arrivé en tête des votants dimanche. David Rachline a été élu maire de Fréjus à 26 ans et Fabien Engelmann à 34 ans au Pontet. Dans les autres partis, l'investiture attend le nombre des années.

La République en marche dispose aussi, selon Harris Interactive Epoka, de bonnes réserves chez les moins de 24 ans : 15,4 % ont voté pour Nathalie Loiseau (plus de 22 % pour Yannick Jadot et 14 % pour Jordan Bardella).

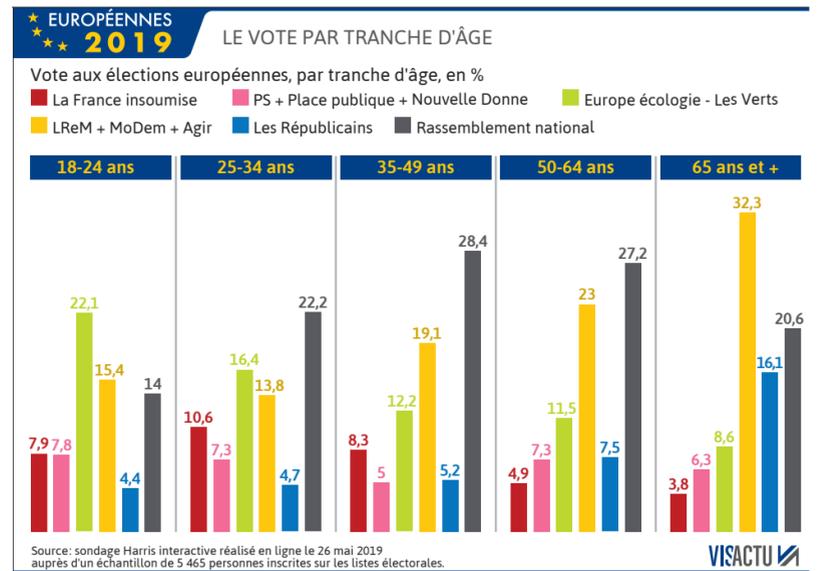
Ces trois partis ont la préférence des jeunes. La débâcle des Républicains est d'autant plus inquiétante que moins de 5 % de l'électorat de moins de 35 ans a choisi un bulletin François-Xavier Bellamy. De quoi déprimer encore plus le quadragénaire Laurent Wauquiez.

Nathalie MAURET



Des marches pour le climat au vote écologiste : de nombreux jeunes ont franchi le pas.

Photo AFP/Patrick HERTZOG



À gauche, on se reparle

Les dirigeants des Verts David Cormand, des socialistes Olivier Faure et des communistes Fabien Roussel se sont parlés depuis lundi. « Bon esprit, réelle envie de travailler ensemble pour les prochaines échéances... L'addition des voix de gauche dimanche soir tourne autour de 33 % ». LREM et le RN profitent de la division des autres mais n'ont aucune réserve de voix. Ils sont isolés », analyse Olivier Faure.

Ce lundi soir, au conseil national du PS, il a demandé « aux socialistes d'être dans le dépassement, de chercher à tendre une main en direction de toutes celles et ceux qui sont prêts à reconstruire une gauche européenne, sociale et écologiste ». En clair de renoncer à l'hégémonie passée. Il énonce deux principes qui ne fâcheront pas écologistes et communistes. Le premier concerne la majorité : « Il n'y aura pas d'accord avec La République en marche, ni sur les programmes, ni aux municipales ». Le second s'adresse aux Insoumis : « C'est plus compliqué avec eux. Le rassemblement dépend d'eux. Sont-ils prêts à abandonner le populisme et cette idée de plan B au niveau européen ? ». Côté Verts, on est encore moins chaud car on attend en plus des clarifications de LFI sur les gilets jaunes, la Russie, le Venezuela, la Syrie, l'accueil des migrants. Sonnés par le gadin de dimanche plus douloureux que celui de la droite (-13 points par rapport à la présidentielle 2017), les Insoumis n'en sont pas à ces réflexions.

Sans nuances, la députée Clémentine Autain a déclenché une fronde contre leur leader tout-puissant Jean-Luc Mélenchon, « qui a perdu son capital politique », et appelle à une démarche collective de gauche. L'engagement avec les gilets jaunes soulève de vives critiques en interne : selon une enquête Ipsos/Sterea/France 2, 38 % des électeurs du RN (50 % en ajoutant Dupont-Aignan et Asselineau) se sentent proches du mouvement contre seulement 13 % de ceux des Insoumis et 7 % de ceux de gauche en général. La direction du parti fait bloc, « mais c'est un clan autour de Mélenchon et des députés Quatennens-Corbière, Bompard », déplore un candidat investi en 2017 et qui a pris du recul.

Pascal JALABERT



Olivier Faure. Photo Le Progrès/Philippe JUSTE

LR : Wauquiez sous les balles

Sous la pression, Laurent Wauquiez a promis d'avancer avant l'été les États généraux pour sauver le parti Les Républicains. Suffisant ? Ce n'est pas certain. Depuis dimanche et les 8 % de la liste LR aux Européennes, le président du parti et de la région Auvergne-Rhône-Alpes est sous les balles. Il s'accroche à son siège, protégé par des statuts qui le permettent.

« La démission de Nicolas Sarkozy après une déroute électorale en 1999 aux Européennes s'inscrivait dans notre tradition », note Gérard Larcher, président du Sénat qui a donc pris la main. Il réfute toute stratégie visant à copier le discours du RN. Il propose aux présidents de groupes parlementaires et aux responsables d'associations d'élus de reconstruire un projet pour « rassembler la droite et le centre ». François Baroin (maires), Dominique Bussereau (départements) et Hervé Morin (régions) ont répondu oui dans la journée. Traduction : comme Laurent Wauquiez refuse de démissionner, on va passer au-dessus de lui.

Crise à tous les étages

Résumons : on a d'un côté un président contesté et isolé qui veut des États généraux et de l'autre les chapeaux à plumes qui préparent l'avenir. Au milieu, on a des élus déboussolés, des maires qui s'inquiètent pour les municipales. Et au-dessus, on a Nicolas Sarkozy, qui n'a pas soutenu François-Xavier Bellamy, et qui regarde son parti se déchirer en regrettant sans doute d'avoir rendez-vous prochainement devant le tribunal...

Et puis en dehors, il y a le parti Agir, fondé par l'ex-LR devenu ministre de la Culture Franck Riester, qui invite les élus LR à le rejoindre. Il n'y a pas de petits profits.

Vous avez dit « droite en crise » ? C'est le sénateur LR Pierre Charon qui résume le mieux la situation en parlant de Wauquiez au bureau politique : « J'ai assisté à une veillée funèbre, sauf que le mort continuait de parler ».

N. M.